

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 3590

[C — 2012/29474]

## 25 OCTOBRE 2012. — Décret relatif à certains internats et homes d'accueil organisés ou subventionnés par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, il est inséré un article 4bis rédigé comme suit :

« Article 4bis. Le Gouvernement habilite certains internats et homes d'accueil à être ouverts certains week-ends et pendant certains congés scolaires.

Le Gouvernement fixe les règles nécessaires pour le fonctionnement et la gestion des internats et homes d'accueil habilités à être ouverts les week-ends et pendant certains congés scolaires.

Durant la période des vacances scolaires d'été, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août, chaque home d'accueil permanent sera fermé un mois. »

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat*

**Art. 2.** Dans l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat, il est inséré un article 2ter rédigé comme suit :

« Article 2ter. § 1<sup>er</sup>. Les internats bénéficient, pour remplir la mission prévue à l'article 4bis de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, d'un emploi et demi supplémentaire de surveillant-éducateur d'internat, doublé en cas de mixité.

Pendant l'année scolaire 2011-2012, la fréquentation moyenne des internats concernés sera établie selon la règle suivante :

La nuit de vendredi à samedi est une nuitée;

la nuit de samedi à dimanche est une nuitée.

$$\begin{aligned} & \text{nombre moyen d'internes} \\ & = \\ & \frac{\sum \text{internes par nuitée}}{60} \end{aligned}$$

A partir de l'année scolaire 2012-2013, un encadrement supplémentaire sera attribué aux internats visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en fonction du résultat de la formule visée à l'alinéa précédent, et selon les modalités prévues à l'article 2, § 1<sup>er</sup>. »

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel attribué dans le cadre de l'internat*

**Art. 3.** Dans l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel attribué dans le cadre de l'internat, il est inséré un chapitre IIIbis rédigé comme suit :

« Chapitre IIIbis — Répartition du capital-périodes pour le personnel attribué dans le cadre de l'accueil permanent.

Article 15bis. § 1<sup>er</sup>. Pour s'acquitter de la mission spécifique visée à l'article 4bis, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, il est attribué aux homes d'accueil, un capital-périodes complémentaire.

Le capital-périodes sera obtenu, par type et par niveau en utilisant la formule suivante :

Nombre moyen d'élèves x Nombre guide x 1,96.

La période de référence est fixée du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année précédente.

$$\begin{aligned} & \text{nombre moyen d'élèves} \\ & = \\ & \frac{\sum \text{des présences annuelles par type et par niveau}}{152} \end{aligned}$$

Le nombre moyen d'élèves par type et par niveau ainsi que le résultat final sont arrondis à l'unité supérieure.

Le pourcentage du capital-périodes utilisable pour le personnel attribué pour l'accueil permanent des élèves internes est de 92 %.

§ 2. Les nombres guides sont fixés comme suit : (voir tableau page suivante)

Type	Niveau	Nombre guide
1	enseignement primaire	6
	enseignement secondaire	6
2	enseignement fondamental	9
	enseignement secondaire (à l'exception de la forme 1)	7
	enseignement secondaire de forme 1	9
3	enseignement fondamental	9
	enseignement secondaire	9
4	enseignement fondamental	12
	enseignement secondaire	12
5	enseignement fondamental	6
	enseignement secondaire	6
6	enseignement fondamental	7
	enseignement secondaire	7
7	enseignement fondamental	7
	enseignement secondaire	7
8	enseignement primaire	6
SAJ-SPJ	enseignement primaire	6
	enseignement secondaire	6
Elève de l'ordinaire	enseignement primaire	1,8
	enseignement secondaire	1,8

§ 3. Les élèves pris en considération sont ceux qui doivent être considérés comme élèves réguliers conformément aux dispositions du décret du 3 mars 2004 organisant l'Enseignement spécialisé.

§ 4. Ce capital-périodes complémentaire comporte au moins 275 périodes.

§ 5. Ce capital-périodes peut, dans le courant de l'année, être recalculé et utilisé chaque fois que le nombre d'élèves augmente d'au moins 10 % par rapport à celui qui a été pris en considération lors de la détermination du dernier capital-périodes correspondant.

Cet accroissement n'est pris en considération que si l'augmentation du nombre d'élèves est maintenue pendant 10 jours consécutifs.

Article 15<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Des membres des personnels paramédical, psychologique, social, auxiliaire d'éducation et administratif sont attribués pour l'accueil permanent des élèves internes, selon les règles suivantes :

La répartition par fonction de ce capital-périodes complémentaire se fait en fonction des besoins des élèves internes.

Le capital-périodes doit être utilisé pour la fonction de surveillant(e)-éducateur(trice) d'internat à concurrence d'un minimum de 50 %.

Le chef d'établissement peut charger un membre du personnel auxiliaire d'éducation définitif de la coordination des activités liées au fonctionnement des homes d'accueil permanent après avis motivé de l'organe de démocratie locale.

§ 2. Le personnel dont peut bénéficier chaque home d'accueil permanent sur base du capital-périodes complémentaire, spécifique à cet accueil permanent, est désigné, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut précité, pour une période se terminant le 31 août.

§ 3. Les prestations de ce personnel complémentaire sont fixées à 1318 heures réparties sur l'année. »

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret-programme du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, le Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux*

**Art. 4.** Dans l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret-programme du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, le Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) élève interne relevant de l'enseignement spécialisé de type 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 : 2.375 euros;

2° dans le point *c*), le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 octobre 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-D. SIMONET

—————  
Note

*Session 2011-2012*

*Documents du Parlement.* Projet de décret, n° 405-1. - Rapport, n° 405-2

*Session 2012-2013*

*Compte-rendu intégral.* - Discussion et adoption. Séance du 24 octobre 2012.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 3590

[C – 2012/29474]

**25 OKTOBER 2012. — Decreet betreffende sommige internaten en opvangtehuizen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

**Artikel 1.** In hoofdstuk 1 van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt een artikel *4bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4bis*. De Regering machtigt sommige internaten en opvangtehuizen ertoe om gedurende sommige weekeinden en schoolverloven open te blijven.

De Regering bepaalt de regels die noodzakelijk zijn voor de werking en het beheer van de internaten en opvangtehuizen die ertoe gemachtigd zijn om gedurende sommige weekeinden en schoolverloven open te blijven.

Tijdens het zomerverlof, tussen 1 juli en 31 augustus, zal elk permanent opvangtehuis één maand gesloten zijn.».

HOODSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot regeling van de wijze waarop het aantal opvoeders in het Rijksonderwijs wordt berekend*

**Art. 2.** In het koninklijk besluit van 18 April 1967 tot regeling van de wijze waarop het aantal opvoeders in het Rijksonderwijs wordt berekend, wordt een artikel *2ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2ter*. § 1. De internaten genieten, om de opdracht te verwezenlijken bedoeld bij artikel *4bis* van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, anderhalve bijkomende betrekking van opvoeder-toezichter van een internaat, verdubbeld als het onderwijs gemengd is.

Gedurende het schooljaar 2011-2012 zal de gemiddelde opname per betrokken internaat volgens de hierna vermelde regel berekend worden :

De nacht van vrijdag tot zaterdag is een overnachting;

De nacht van zaterdag tot zondag is een overnachting.

$$\begin{array}{r} \text{Gemiddeld aantal interne jongeren} \\ = \\ \Sigma \text{interne jongeren per overnachting} \end{array}$$

60

Vanaf het schooljaar 2012-2013 zal een bijkomende begeleiding toegekend worden aan de internaten bedoeld bij het eerste lid, in functie van de uitslag van de formule bedoeld bij het vorige lid, en volgens de nadere regels bepaald bij artikel 2, § 1.».

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel, toegekend in het kader van het internaat*

**Art. 3.** In het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel, toegekend in het kader van het internaat, wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IIIbis. — *Verdeling van het lestijdenpakket voor het personeel toegekend in het kader van de permanente opvang*

Artikel 15bis. § 1. Om de specifieke opdracht bedoeld bij artikel 4bis, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986, te verwezenlijken, wordt aan de opvangtehuizen een aanvullend lestijdenpakket toegekend.

Het lestijdenpakket zal bepaald worden, per type en per niveau, dankzij de volgende formule :

Gemiddeld aantal leerlingen x kencijfer x 1,96.

De referentieperiode wordt bepaald van 1 september tot 31 augustus van het vorige jaar.

$$\text{Gemiddeld aantal leerlingen} = \frac{\Sigma \text{ van de jaarlijkse aanwezigheid per type en niveau}}{152}$$

Het gemiddeld aantal leerlingen per type en niveau alsook de einduitslag wordt tot de hogere eenheid afgerond.

Het percentage van het lestijdenpakket dat aangewend kan worden voor het personeel toegekend voor de permanente opvang van de interne leerlingen wordt op 92% bepaald.

§ 2. De kencijfers worden vastgesteld als volgt: (zie tabel volgende pagina)

Type	Niveau	Kencijfer
1	Lager onderwijs	6
	secundair onderwijs	6
2	basisonderwijs	9
	secundair onderwijs (met uitzondering van vorm 1)	7
	secundair onderwijs van vorm 1	9
3	basisonderwijs	9
	secundair onderwijs	9
4	basisonderwijs	12
	secundair onderwijs	12
5	basisonderwijs	6
	secundair onderwijs	6
6	basisonderwijs	7
	secundair onderwijs	7
7	basisonderwijs	7
	secundair onderwijs	7
8	lager onderwijs	6
SAJ-SPJ	lager onderwijs	6
	secundair onderwijs	6
Leerling van het gewoon onderwijs	lager onderwijs	1,8
	secundair onderwijs	1,8

§ 3. De in aanmerking genomen leerlingen zijn deze die als regelmatige leerlingen beschouwd moeten worden overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 4. Dit aanvullende lestijdenpakket bevat minstens 275 lestijden.

§ 5. Dit lestijdenpakket kan, gedurende het jaar, opnieuw berekend worden en aangewend worden iedere keer dat het aantal leerlingen verhoogd wordt met minstens 10 % met betrekking tot het aantal dat in aanmerking genomen werd voor de bepaling van het laatste overeenstemmende lestijdenpakket.

Deze vermeerdering wordt enkel in aanmerking genomen indien de verhoging van het aantal leerlingen behouden wordt gedurende tien elkaar opvolgende dagen.

Artikel 15ter. § 1. Er worden personeelsleden toegekend op paramedisch, psychologisch, sociaal, hulpopvoedend en administratief niveau voor de permanente opvang van de interne leerlingen, volgens de volgende regels.

De verdeling per ambt van dit aanvullend lestijdenpakket geschiedt in functie van de behoeften van de interne leerlingen.

Het lestijdenpakket moet voor het ambt toezichter-opvoeder van een internaat aangewend worden ten belope van een maximum van 50 %.

Het inrichtingshoofd kan een personeelslid van het hulpopvoedend personeel dat vastbenoemd is met de coördinatie belasten van de activiteiten in verband met de werking van de opvangtehuizen voor permanente opvang na een met redenen omkleed advies van het plaatselijke democratieorgaan.

§ 2. Het personeel waarop elk opvangtehuis op basis van het aanvullend lestijdenpakket dat specifiek is voor de permanente opvang, kan beschikken, wordt, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van de voormelde personeelscategorieën, voor een periode benoemd die op 31 augustus een eind neemt.

§ 3. De prestaties van dit aanvullende personeel worden op 1318 uren bepaald verdeeld over het hele jaar.».

**HOOFDSTUK IV. — Bepaling tot wijziging van het programmadecreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het « Centre hospitalier universitaire de Liège », de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheidspromotie op school, het onderwijs en het « Centre technique horticole de Gembloux »**

**Art. 4.** In artikel 16, eerste lid, van het programmadecreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het « Centre hospitalier universitaire de Liège », de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheidspromotie op school, het onderwijs en het « Centre technique horticole de Gembloux », worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt *b*) wordt vervangen door hetgeen volgt :

« interne leerling die onder het gespecialiseerd onderwijs van type 1, 2, 3, 5, 6, 7 en 8 ressorteert : 2.375 euro;

2° in punt *c*) wordt het woord « buitengewoon » vervangen door het woord « gespecialiseerd ».

#### HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 oktober 2012.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

Zitting 2011-2012

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 405-1. - Verslag, nr.405-2.

Zitting 2012-2013

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 24 oktober 2012.